

# Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

## 1. Intitulé du projet et état d'avancement

| Procédure concernée<br><i>(élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)</i> | Territoire concerné |
|---|---------------------|
| Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour un projet d'intérêt général                               | Sarcey (69)         |

## 2. Identification de la personne publique responsable

|                               |  |
|-------------------------------|--|
| Personne publique responsable | Syndicat Mixte de réalisation pour l'Aménagement et le Développement Economique de l'Ouest Rhodanien (SMADEOR) |
| Courriel                      | pierre.chambe@paysdelarbresle.fr   |

## 3. Caractéristiques principales de la procédure

| 3.1. Caractéristiques générales du territoire   |  |
|---|--|
| Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)  | Sarcey (69490)   |
| Nombre d'habitants concernés <i>(au dernier recensement général de la population)</i><br>Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique | 974 (en 2014 – source INSEE)   |
| Superficie du territoire  | Commune de Sarcey : 9,99 km <sup>2</sup><br>Secteur concerné par la déclaration de projet : 6 ha |

| 3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?<br><i>Annexe : le dossier de déclaration de projet</i>   |
|---|
| Le but de cette déclaration de projet est de permettre de conforter une entreprise implantée à Savigny (69) par l'implantation de son bâtiment à vocation logistique sur la commune de Sarcey (69) à proximité d'un échangeur de l'autoroute A89. |

### **3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?**

*Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU*

L'entreprise SMAD, qui fait partie du groupe international Fresenius Medical Care possède son site de production sur la commune de SAVIGNY. Dans le but de conforter son activité et d'envisager sereinement de futurs investissements capacitaires, elle souhaite implanter une unité logistique pour ses produits et ceux du groupe à proximité du site de production actuel.

Le projet de la SMAD concerne l'aménagement de cette unité logistique sur une plateforme déjà artificialisée. La zone projet possède une surface d'environ 6 hectares. Elle est située sur la commune de Sarcey (69), délimitée au sud par la limite communale avec Saint-Romain-de-Popey (69), à l'est par la départementale 67 et au nord par l'autoroute A89. La limite ouest est située au milieu de la plateforme existante.

Le conseil syndical souhaite engager une procédure de Déclaration de Projet pour cette opération, sur la base de l'article L300-6 du Code de l'Urbanisme qui prévoit :

*« L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction ».*

L'enjeu de développement de l'entreprise SMAD au travers de l'implantation de son site logistique à proximité de son site de production est important pour le SMADEOR afin d'accompagner le développement de l'emploi de l'entreprise et plus globalement le développement de l'emploi sur les intercommunalités de la communauté de Communes du Pays de l'Arbresle et la Communauté d'Agglomération de l'Ouest Rhodanien.

Ce développement de l'emploi est d'autant plus nécessaire que les chiffres de l'INSEE font apparaître, sur le territoire, un déficit d'emplois par rapport au nombre d'actifs. L'indicateur de concentration de l'emploi est de 65% à l'échelle de la CC du Pays de l'Arbresle.

*Cf. annexe 1 : le dossier de déclaration de projet.*

### 3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Il s'agit de la mise en compatibilité du PLU de Sarcey par une déclaration de projet.

Le PLU de Sarcey fera l'objet de modifications au niveau de son PADD, son règlement et son zonage par le biais de cette déclaration de projet.

- Au niveau du PADD : évolution du contenu de l'orientation « Accompagner l'offre résidentielle par des équipements et des activités adaptés à la taille de la commune par une mobilité repensée » et modification de la carte représentant les principaux territoires agricoles à préserver qui intègre le remblai de la plateforme technique de l'autoroute.
- Au niveau du zonage : Création d'un secteur de la zone UI afin d'adapter le règlement à l'analyse multicritère du site liée à l'application des articles L.111-6 à 10 du code de l'urbanisme, et mise en place d'un emplacement réservé au droit de la RD67 (cheminement doux, adaptation au trafic..).
- Au niveau du règlement : introduction du règlement du secteur Uix de la zone Ui.

Cf. annexe 1 : dossier de déclaration de projet prévu pour l'examen conjoint et l'enquête publique.

### 3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Dossier de demande de dérogation de destruction d'espèces protégées (amphibiens, oiseaux).  
CDPENAF

### 3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

|  |  |
|--|--|
| - les dispositions de la loi Montagne ?  | <b>Non</b>   |
| - les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?  | <b>Non</b>   |
| - un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ? | La commune de Sarcey est concernée par le SCoT de L'Ouest Lyonnais. Ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 ». |
| - une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?  | <b>Oui</b><br>Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine de Lyon.   |
| - un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?   | <b>SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021</b><br><b>Aucun SAGE</b>   |

**3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?**

Approuvé le 17 mars 2014, le Plan local d'urbanisme est en application depuis le 22 mai 2014.

En novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé la modification simplifiée n°1, visant à ajuster des articles du règlement de la zone A. Ce nouveau règlement est en vigueur depuis le 8 janvier 2016.

Ce PLU n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale systématique.

**4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine**

**4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain**

|   |  |
|---|--|
| Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ? | <p>Le développement démographique communal est inscrit dans le SCOT et le PLH. Le PLU considère que ces orientations sont des objectifs à atteindre.</p> <p>Le SCOT fixe le volume de logements à produire entre 2006 et 2020 à 77 logements soit environ 5,5 logements/an. 32 logements ont déjà été construits. Le PLU, jusqu'en 2020, doit permettre la production d'environ 45 logements.</p> <p>Le PLU communal raisonne au-delà de l'échéance du SCOT soit à 2024.</p> <p>Pour la période post SCOT la commune choisit de maintenir la moyenne de 5,5 logements/an. La commune de Sarcey souhaite adapter le développement à ses capacités d'investissement.</p> <p>Au total, à l'échéance du PLU, les objectifs de construction représentent environ 70 logements, pour une densité comprise entre 20 et 25 logements/ha, soit une consommation d'espace dédiée à l'habitat comprise entre 2,8 et 3,5 ha.</p> <p>Il n'est pas donné d'indications sur la consommation d'espaces à vocation économique dans la mesure où le PLU ne prévoyait pas de développement pour l'activité au delà de la zone d'activité existante.</p> |
| Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?                                      | <p>La consommation foncière par l'habitat a représenté en moyenne 0,45 ha par an depuis 10 ans, soit 4,5 ha pour l'habitat.</p> <p>La densité moyenne de ce développement a été d'environ 12 logements/ha.</p> <p>Le PLU actuel est donc plus vertueux en ce qui concerne l'habitat : consommation d'espace moindre (de 2,8 à 3,5 ha environ, contre 4,5 ha précédemment) et densifie les espaces consommés par deux environ (20 à 25 logements/ha contre 12 logements/ha précédemment).</p> <p>La densité est en hausse dans le PLU actuel.</p>   |
| Sur quelles perspectives de développement   | <p>Le développement communal est estimé à environ 70 logements supplémentaires dans le PLU actuel, soit environ</p>  |

|  |   |
|--|---|
| (démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?   | 165 habitants supplémentaires à échéance du PLU.  |
| <b>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui : OUI</b>  |   |
| Quelle est approximativement la superficie consommée ?   | L'emprise du périmètre du projet est basé sur une <b>estimation d'environ 6 ha consommés par le projet.</b>   |
| Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ? | <p>Le projet se <b>situe sur une plateforme stabilisée existante</b>. Une zone d'étude élargie de plus de 96 ha, comprise entre les communes de Sarcey (lieudit La Chana, Quicury), des Olmes, de Saint-Romain-de-Popey (lieudit Les Baudes) et de Bully (ZA de la Plagne), a été prospectée. Sur ce périmètre élargi, de nombreuses parcelles sont occupées par des vignes ou des cultures de faible intérêt écologique mais également par des zones de prairies présentant également un grand nombre de <b>composantes bocagères</b> à fort enjeu patrimonial (arbres remarquables, haies champêtre, mares, prairies permanentes et prairies humides, etc.).</p> <p>Ce secteur a donc été choisi préalablement à l'examen de l'ensemble de la zone d'étude, car étant en majeure partie déjà artificialisé.</p>   |
| Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation ( <i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i> ).   | <p>Cette ouverture à l'urbanisation se fait sur une surface déjà artificialisée. Elle ne concerne donc que peu de milieux naturels.</p> <p>Toutefois, elle peut impacter des mares et une zone humide sur une surface de 0,05 ha qui sont en limite de la plateforme.</p> <p>Les mares sont constituées d'herbiers à characées et d'herbiers eutrophes à Myriophylles en épis. Elles sont également entourées de prairies humides collinéennes à Renoncule rampante et Jonc à tépales aigües (CB=37.22).</p> <p>Les deux mares les plus au nord de la zone d'étude étaient présentes avant les travaux de l'A89, elles ont été préservées (mesure d'évitement voire de réduction). Elles accueillent notamment des populations de Triton alpestre, Triton palmé, Grenouille rieuse mais également de Triton crêté (donnée LPO 2016), une espèce d'amphibien protégée, considéré comme « en danger » en Rhône-Alpes et inscrite en Annexe II et IV de la directive Habitats, Faune, Flore. Des données plus anciennes concernent le Crapaud commun (LPO 2011) et la Grenouille agile (LPO 2015).</p> <p>La mare au sud-ouest a été créée pour récupérer les eaux</p> |

|  |  |
|--|--|
|  | <p>d'écoulement de l'ancienne base vie et conservée lors de la remise en état alors que la mare au sud-est a été créée dans le cadre des mesures compensatoires. Elles possèdent des populations de Grenouille commune, de Grenouille rieuse et de Triton alpestre.</p> <p>Ces zones humides devront faire l'objet de mesures compensatoires.</p> <p>Le risque d'isolement des mares est important (isolement des populations d'amphibiens s'y reproduisant), mais il est, de fait déjà en grande partie existant (deux des mares sont « entourées » par la plate-forme).</p> <p>L'installation de bâtiments sur ce secteur renforcera également les barrières en termes de déplacement d'espèces à une échelle plus grande (impacts cumulés avec l'autoroute A89). La destruction des haies présentes peut également entraîner la destruction d'habitats d'hivernage pour les amphibiens. Ces haies sont également fréquentées par des oiseaux communs et protégés.</p> <p>La reconstitution d'un « corridor humide » en limite Ouest de l'implantation pourra permettre de retrouver un système de mares non isolées...</p> <p>L'habitat artificialisé existant sert de lieu de reproduction pour deux espèces d'oiseaux considérées comme patrimoniales : l'Oedicnème criard et le Petit gravelot. La reproduction du Petit gravelot est avérée sur le site (observation récurrente d'un couple et ensuite d'un juvénile). Il s'agit toutefois d'un habitat de substitution pour la reproduction de ces espèces.</p> <p>Les secteurs caillouteux, tas de gravats et autres tas de bois sont favorables au Lézard des murailles observé sur le site.</p> <p>Aucun taxon de flore n'est patrimonial ou protégé sur le périmètre rapproché de ce projet. Aucune espèce exotique envahissante n'a été pointée sur le site. Néanmoins, le Buddleja et le Bident à fruits noirs sont situés au sud de la plateforme artificialisée.</p> <p>En termes de déplacements, le secteur est déjà concerné par des axes routiers importants (A89 et N7). Le principal impact serait l'arrivée sur ces axes d'un fret supplémentaire lié à l'activité de la SMAD (20 camions par jour environ), transitant essentiellement sur la N7.</p> <p>Le projet n'aura pas d'impact sur les espaces agricoles, absents de la zone d'étude, de même que sur les espaces forestiers (seuls quelques haies et alignements d'arbres sont présents en bordure du site et à proximité des mares).</p> |
|--|--|

| 4.2. Milieux naturels et biodiversité  |            |            |   |
|--|------------|------------|---|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :   | Oui        | Non        | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?  |
| Zone Natura 2000 ?   |            | <b>Non</b> | La zone Natura 2000 la plus proche se situe à 21km. Il s'agit du <b>site à chiroptères des Monts du Matin</b> (FR8202005).  |
| Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?  |            | <b>Non</b> | Néant.  |
| Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?   |            | <b>Non</b> | Néant.  |
| Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?  |            | <b>Non</b> | La ZNIEFF de type I :<br>- <b>n°820031388</b> « Moyenne vallée de l'Azergues et vallée du Saonan » est située à 3,4 km<br>- <b>n°820032264</b> « Prairies du Trève » est située à 2,9 km.<br>- <b>n° 820031380</b> « Carrière de Glay et des Oncins » est située à 4,6 km.<br>- <b>n°690000013</b> « Bassin versant et vallée du Trésoncle, crêt d'Arjoux » est située à 4,5 km.  |
| Arrêté préfectoral de protection de biotope ?  |            | <b>Non</b> | Néant.  |
| Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ? | <b>Oui</b> |            | <b>Les zones humides de l'inventaire départemental</b> sont répertoriées avec comme objectif associé leur préservation ou leur remise en bon état ;<br>Hors périmètre mais à proximité immédiate, <b>la Turdine est référencée comme un cours d'eau d'intérêt écologique</b> reconnu pour la trame bleue.<br>Les réservoirs de biodiversité les plus proches sont hors périmètre. Ils correspondent aux ZNIEFF.<br><br><b>Un corridor d'importance régional à remettre en bon état est signalé sur 6 km de large entre Poncharra-sur-Turdine et l'Arbresle. Il passe au dessus de l'autoroute A89 et la zone d'implantation est comprise dedans sur environ 250 mètres.</b> |

| 4.2. Milieux naturels et biodiversité   |            |     |   |
|---|------------|-----|---|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :  | Oui        | Non | Si oui, lequel(le)s ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?  |
| <p>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</p> <p>Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?</p> | <b>Oui</b> |     | <p>A proximité de la zone projet, on note <b>4 zones humides</b> recensées dans le cadre de l'inventaire départemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Grange Guer</li> <li>- Pouilly</li> <li>- Prairie humide les places</li> <li>- La Chana</li> </ul> <p>Ces zones humides ont été précisées par Mosaïque Environnement dans le cadre de l'inventaire des zones humides d'une zone d'étude élargie. <b>Trois mares et leurs abords sont considérés comme des habitats humides dans la zone projet.</b></p> <p>Un corridor humide a été identifié lors des inventaires de terrain entre le lieudit les Baudes et le vallon de Quicury. Ces espaces humides peuvent notamment être favorables aux déplacements du Cuivré des marais (papillon protégé) qui fonctionne en métapopulation et qui a été inventorié au niveau des Baudes (ouest de la zone projet). Ce corridor sert également à l'ensemble de la faune inféodée aux milieux humides.</p> |



| 4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti   |     |     |   |
|---|-----|-----|---|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :  | Oui | Non | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?  |
| Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques), |     | Non | <b>Pour information : à proximité de la zone d'étude :</b><br>- à Saint-Romain-de-Popey, un périmètre de protection est établi pour un monument historique, le Château d'Avauges, dont la construction a débuté au 14 <sup>ème</sup> siècle, qui est partiellement inscrit en tant que monument historique. <b>Le périmètre de protection ne recoupe pas le secteur d'étude.</b><br>- Château du Péage et ses abords dont le <b>périmètre de protection ne recoupe pas le secteur d'étude.</b>  |
| Site classé ou projet de site classé ?  |     | Non | Néant.  |
| Site inscrit ?  |     | Non | Néant.  |
| Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?                                     |     | Non | Néant.  |
| Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?  |     | Non | Néant.  |
| Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?   |     | Non | Néant.  |
| Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?  | Oui |     | A l'échelle du territoire du SCOT, le principal enjeu sur ce secteur est de maintenir les espaces ouverts. D'autre part, une multitude d'enjeux paysagers sont repérés de manière spécifique sur ce secteur :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Restructuration et renouvellement à anticiper le long de la RN7 (perte de la dimension routière).</li> <li>- Veiller aux perceptions dans le cadre du projet de zone d'activités économiques</li> <li>- Maintien d'espaces ouverts par l'identification des : zones agricoles et/ou naturelles à préserver et/ou maintenir, d'enveloppes urbaines.</li> <li>- Définir les pôles de développement urbain préférentiels.</li> <li>- Exigence qualitative sur les secteurs de développement économique le long de l'A89.</li> <li>- Mener une réflexion sur le renouvellement</li> </ul> |

|   |     |     |  |
|---|-----|-----|--|
|   |     |     | des friches industrielles.   |
| <b>4.4. Ressource en eau</b>  |     |     |  |
| <b>Captages :</b> Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :  | Oui | Non | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?   |
| Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?  |     | Non | Néant  |
| Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?  |     | Non | Néant  |
| Des captages repérés par un SDAGE ?   |     | Non | Néant  |
| <b>Usages :</b>   | Oui | Non | Si oui, précisez   |
| Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?   | Oui |     | La commune est adhérente au syndicat intercommunal des eaux (SIE) de la région de Tarare. L'eau distribuée provient des puits du syndicat mixte d'eau potable Saône-Turdine situés en nappe alluviale de la Saône sur les communes d'Ambérieu et de Quincieux et dans une moindre mesure du « Divin » sur la commune d'Anse.<br>L'alimentation en eau potable du syndicat est sécurisée en cas d'incidents sur le réseau ou de pollution accidentelle de la ressource par une alimentation de secours : interconnexion avec le SIE Monts du lyonnais et le SIE Rhône Loire Nord.<br>Il n'existe pas de problèmes d'approvisionnement sur la commune.<br>Par ailleurs, les besoins en eau potable liés à l'activité de la SMAD (plate-forme logistique) seront faibles. |
| Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?   |     | Non | Néant.   |
| Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?  |     | Non | Néant.   |
| Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ? | Oui |     | L'assainissement collectif (collecte et traitement) et non collectif est porté par la Communauté d'Agglomération de l'Ouest Rhodanien. Le service est exploité en délégation de service public par contrat d'affermage. Le délégataire est la Lyonnaise des Eaux (Suez Environnement).<br>A proximité du site d'étude, le réseau est   |

|  |  |   |
|--|--|---|
|  |  | <p>connecté à la station d'épuration de Pontcharra – Les Arthauds, qui est implantée sur la commune de Saint-Romain-de-Popey.</p> <p>La STEP des Arthauds dispose d'une capacité nominale de 9 200 EH pour une charge maximale en entrée relevée en 2015 de 7 423 EH. Le débit de référence est de 3 590 m<sup>3</sup>/jour pour un débit moyen entrant (2015) de 1 628 m<sup>3</sup>/jour.</p> <p>Elle est exploitée depuis 2005 par la société fermière Lyonnaise des Eaux. D'après les valeurs du rapport annuel du délégataire 2014 (moyenne annuelle des données mensuelles), la station d'épuration des Arthauds n'est pas en surcharge organique. Les flux entrants moyens semblent stables sur les années 2013 et 2014, et représentent environ 50 % de la capacité nominale.</p> <p>En 2015 cet ouvrage est conforme en équipement et en performance. Les eaux traitées sont rejetées dans la Turdine. En 2015, les boues d'épurations étaient traitées par compostage.</p> <p>Les dernières données indiquent une charge polluante de 7 423 EH traitée par la station d'épuration, aussi il reste une capacité d'accueil d'environ 1 700 EH.</p> <p>Etant donné l'activité envisagée, l'impact sur la STEP sera faible.</p> |
|--|--|---|

| 4.5. Sols et sous-sols, déchets   |     |            |  |
|---|-----|------------|--|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs) : | Oui | Non        | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Sites et sols pollués ou potentiellement pollués ( <i>base de données BASOL</i> )                                   |     | <b>Non</b> | Néant.   |
| Anciens sites industriels et activités de services ( <i>base de données BASIAS</i> )                                |     | <b>Non</b> | Néant.   |

| 4.5. Sols et sous-sols, déchets   |     |            |  |
|---|-----|------------|--|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non        | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?   |     | <b>Non</b> | Néant.   |
| Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?  |     | <b>Non</b> | Néant.   |

| 4.6. Risques et nuisances  |            |            |  |
|--|------------|------------|--|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :                             | Oui        | Non        | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?   |
| Risques ou aléas naturels ( <i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i> ), industriels, technologiques, miniers connus ? | <b>Oui</b> |            | -Risque inondation (cf. ci-dessous)<br>-Risque de sismicité 2 (faible)<br>-Risques de transports de marchandises dangereuses par voie routière (A89)   |
| Plans de prévention des risques ( <i>naturels, technologiques, miniers</i> ) approuvés ou en cours d'élaboration ?                                 | <b>Oui</b> |            | Classé en zone blanche au <b>Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation</b> (PPRNI) de la Brévenne et de la Turdine. Celui-ci a été prescrit le 4 juin 2009 (approuvé le 22 Mai 2012). Le secteur est classé en zone blanche, c'est-à-dire qu'il n'est pas directement exposé par le risque inondation par débordement de cours d'eau. Cependant, des mesures de maîtrise de ruissellement des eaux pluviales doivent être prises lors de tout nouvel aménagement. |
| Nuisances connues ( <i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i> ) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?                | <b>Oui</b> |            | Deux voiries routières ou autoroutières (A89 et N7) impactent la commune en matière de bruit.<br>L'autoroute A89 aura un impact fort sur la zone d'étude, mais un impact mesuré étant donné le type d'implantation envisagée (bâtiment logistique).  |
| Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?                                    |            | <b>Non</b> | Néant.   |

| 4.7. Air, énergie, climat   |     |            |  |
|---|-----|------------|--|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non        | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?  |     | <b>Non</b> | Néant.   |

| 4.7. Air, énergie, climat   |     |            |  |
|---|-----|------------|--|
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non        | Si oui, lequel(les) ?<br>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?                       |     | <b>Non</b> | Néant.   |
| Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?   |     | <b>Non</b> | Néant.   |

## 5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

|  |
|--|
|  |
|--|

## 6. Annexes (*rappel*)

|   |  |            |
|---|--|------------|
| Élaboration ou révision « générale »<br>(article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi   | Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale           |            |
|   | Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur | <b>Oui</b> |
|   | Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration   |            |
| Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU : | Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint   | <b>Oui</b> |
| Pour tous   | Délibération prescrivant la procédure  | <b>Oui</b> |